

**HORIZONS GRECS et le Lycée TOULOUSE- LAUTREC  
vous invitent à la**

CONFERENCE DEBAT

**JEUDI 25 MARS 2010 à 20H30**

AMPHITHEATRE DU LYCEE TOULOUSE LAUTREC  
64 Bd Pierre et Marie Curie 31200

## **LES GRECS DEVRAIENT-ILS SUPPORTER LA CURE D'AUSTÉRITÉ ?**

### **Gabriel Colletis**

Professeur de Sciences économiques  
à l'Université de Toulouse I

**Certes les Grecs n'ont pas (peut-être à tort) l'image d'un peuple frugale ou économe. Certes les finances publiques n'ont jamais été particulièrement bien administrées. Mais la Grèce mérite-t-elle un tel traitement? Nous pensons que non. Nous pensons même que les remèdes proposés aggraveront les difficultés du pays...**

**Le débat sera suivi du traditionnel verre de l'amitié**

**ENTREE LIBRE**

**[www.horizonsgrecs.fr](http://www.horizonsgrecs.fr)**

# Les Grecs devraient-ils supporter la cure d'austérité ?

## *Un très bref rappel historique*

En ce jour, le 25 mars 2010, nous fêtons l'anniversaire de la proclamation de la Guerre de libération nationale, le 25 mars 1821, par l'archevêque de Patras, "Germanos"<sup>1</sup>.

Je ne vais évidemment pas parler de cette guerre ce soir.

Cependant, je voudrais retenir deux de ses caractéristiques :

- *le droit d'intervention* que se sont accordées elles-mêmes (en 1820, Congrès de Troppau, Metternich) les puissances "légitimes" dans un pays qu'elles considéraient comme, certes voulant se libérer d'un joug étranger, mais aussi, qu'elles estimaient "menacé" et menaçant (risque de contagion en Europe) en raison de la présence d'un mouvement pouvant être qualifié de "révolutionnaire"
- *les luttes fratricides entre insurgés grecs*, se battant souvent entre eux plutôt que contre les ottomans, pour se partager le pouvoir<sup>2</sup>.

Eh bien, on peut se demander si la situation actuelle, *mutatis mutandis*, ne comporte pas quelques aspects qui pourraient faire penser à cette période de la guerre d'indépendance.

En Grèce, peut-être davantage que dans certains autres pays, l'Histoire (et pas seulement l'histoire antique) compte.

Ce n'est pas non plus faire injure à l'Allemagne et aux Allemands que de leur suggérer quelque retenue dans les commentaires que certains d'entre eux font actuellement à propos de la Grèce et du comportement des Grecs. La seconde guerre mondiale n'est pas si lointaine et l'Allemagne n'a pas toujours été un modèle.

Cependant, ni "Haro" sur la Grèce ni "Haro" sur l'Allemagne. Et tout ce qui dresse les peuples entre eux (souvent pour des motifs de politique intérieure) doit être combattu avec vigilance. Les ennemis des peuples ne sont pas les autres peuples mais les nationalismes de toutes sortes.

Les trahisons les plus viles, les fractures les plus coûteuses, ne viennent pas de l'extérieur mais toujours de l'intérieur.

C'est lorsque le lien social est remis en cause par la faillite de la classe politique et/ou la volonté de pouvoir de certains groupes d'intérêt que les Nations déclinent ou doivent se soumettre à l'hétéronomie (des normes contraignantes, produites par d'autres, ailleurs).

---

<sup>1</sup> Germanos signifie "Allemand". Ce nom est une ruse ou une ironie de l'histoire quand on connaît le rôle qu'auront joué la Prusse, plus tard l'Allemagne -sans oublier l'Autriche- à cette époque comme plus tard

<sup>2</sup> Il y avait en effet une forte opposition entre deux catégories de dirigeants potentiels avec deux types de légitimité tout aussi valables. D'un côté, se trouvaient les notables marchands issus de l'administration ottomane du continent et de la bourgeoisie maritime des îles. De l'autre, il y avait les chefs de guerre issus de la classe "para-sociale" des klephtes, armatoles et brigands, souvent en fait réellement issus de la paysannerie comme Kolokotronis et espérant donner un rôle politique plus important aux paysans (Wikipédia, Guerre d'indépendance grecque)

Après ce bref rappel historique et l'enseignement que l'on peut en tirer, je voudrais à présent entrer dans le cœur de mon intervention qui se résume en une question :

## **Les Grecs devraient-ils accepter la cure d'austérité ?**

Pour répondre à cette question, je procéderai en trois temps (un vieux rite).

- Dans un premier temps, je vais tenter d'identifier la nature des problèmes auxquels la Grèce est aujourd'hui confrontée.
- Dans un deuxième temps, je me poserai la question : est-ce que les solutions proposées permettent de répondre à ces problèmes.
- Dans un troisième temps, enfin, j'essayerai de faire un peu de prospective.

## **1. Les problèmes de la Grèce aujourd'hui**

### ***1.1. La question des déficits***

Il paraît difficile de ne pas commencer ici par le déficit des comptes publics tant ce déficit aura été médiatisé.

Alors que le FMI recommande partout le maintien des mesures de soutien budgétaire en 2010 afin de ne pas fragiliser une croissance incertaine et anémique, en ce qui concerne la Grèce, rien de tel. Il s'agit de mettre en œuvre, sur le champ, et avec des contrôles serrés, toute une série de mesures dont l'objectif serait de faire passer le déficit public de 12 à 8% du Pib dès la fin de cette année. Le but serait de le ramener à 3% en 2012.

Pourquoi une telle cure alors que les déficits et l'endettement de la Grèce sont comparables à ceux de nombre d'autres pays (les fameux PIGS, "I" signifiant aussi bien l'Irlande que l'Italie, sans compter la France dont le déficit dépasse les 8% du Pib, les États-unis, pays le plus endettés du monde).

Il ne s'agit pas de nier les déficits de l'État grec, simplement de se poser une question : pourquoi ces déficits, comparables à ceux de nombreux autres États, poseraient-ils dans le cas de la Grèce un problème différent ? Pourquoi devraient-ils être réduits de toute urgence, avec un tel rythme, là où des déficits comparables dans d'autres pays ne semblent pas *pour l'heure* poser problème ?

Deux réponses sont envisageables :

- les déficits grecs ont une nature différente
- la pression exercée sur la Grèce préfigure celle qui sera tôt ou tard exercée ailleurs...

Nous ne pensons pas que la première réponse est la bonne. Les institutions qui détiennent la dette grecque sont celles qui détiennent la dette des autres États (les non résidents : banques, institutions financières internationales, fonds de toutes sortes). Comme une part importante de la dette des autres États, la dette grecque est "titrisée", c'est-à-dire peut faire l'objet de toutes sortes de jeux spéculatifs.

Si la Grèce est mal notée par les Agences de notation, ce qui renchérit le coût de ses emprunts, la question de cette notation risque de se poser sous peu pour nombre d'autres États, dont la France.

Ici, la vraie question est bien celle de savoir s'il est acceptable que les gouvernements orientent leur politique en fonction des marchés financiers. De Gaulle avait répondu à cette question "La politique de la France ne se fait pas à la corbeille". Il semble que les temps aient

changé ou, plutôt, que l'on ait admis qu'ils ont changé dans le cadre d'un capitalisme fortement financiarisé où les marchés financiers non seulement transfèrent leurs risques sur les États (et les entreprises) mais aussi leur dictent les "bonnes" normes.

### ***1.2. La chose publique***

Ce qui vient d'être dit ne signifie pas cependant que nous considérons que l'État grec serait bien administré, bien géré et qu'il n'y aurait rien à dire sur la chose publique en Grèce.

Sans doute, outre le clientélisme, de très importantes recettes fiscales ont-elles eu tendance à s'évanouir dans ce qui peut apparaître comme de la corruption généralisée.

Si les Grecs -plus particulièrement certains d'entre eux- sont riches, la chose publique a été négligée.

Comment ne pas voir les routes inutiles construites en dépit du bon sens, la construction et la spéculation immobilière généralisée, le développement touristique anarchique et dangereux pour certains sites et la Nature. Comment aussi ignorer l'immigration non contrôlée et exploitée par les grands comme les plus "petits" ?

Comment ne pas voir l'état de délabrement dans lequel se trouvent certains services publics où règne le système des enveloppes et, par conséquent, l'inégal accès aux soins comme à l'éducation.

Plutôt que de déficits excessifs, ce dont la Grèce souffre, c'est bien d'avoir négligé la "chose publique", la RES PUBLICA. Le moindre des paradoxes n'est-il pas qu'en grec, le mot "République" se confond avec celui de "Démocratie" ?

Déficit de la chose publique, déficit de la démocratie sont, en effet, synonymes.

Ce n'est pas tant ou ce n'est pas uniquement, le système politique grec qui est aujourd'hui malade (le rôle des grandes familles, celui du clientélisme sont souvent soulignés), c'est l'administration de la chose publique qui aujourd'hui pose problème.

De nombreux observateurs de la vie publique grecque ont coutume de souligner que la Grèce est forte de ses onze millions d'individus.

Mais onze millions d'individus dans quel sens ?

- Onze millions d'individus marqués par leur personnalité propre (individualité) ?
- Ou onze millions de personnes qui se comportent de façon individualiste : chacun pour soi et la Nature (bien commun) pour tous, que tout le monde ou presque souille et pollue ?

Sans doute, un mélange des deux mais une attention très insuffisante portée au lien social (en dehors de la famille et, dans une certaine mesure, l'Église) et à la chose publique.

### ***1.3. Un déficit de démocratie au final***

Si nous sommes, bien sûr, très loin de la démocratie directe caractérisé par :

- le refus de la représentation
- le refus de l'expertise politique
- le refus d'un État compris comme instance séparée de la Société...

la société grecque ne semble pas (en référence aux enseignements que tire Castoriadis de la démocratie athénienne) non plus être :

- autonome: c'est l'hétéronomie qui règne, l'autre étant davantage les marchés financiers que d'autres pays
- autotelès : elle n'est pas en mesure de déterminer ses propres fins ou finalités (représentations)
- autodikos : elle ne se donne pas son propre droit (modèles), ses propres règles (normes)

C'est là, dans l'attention trop faible accordée à la chose publique et dans le déficit de démocratie, que se situent les vrais problèmes, leur nature commune, plutôt que dans le montant des déficits.

## **2. Les solutions proposées sont-elles en mesure de répondre à ces problèmes ?**

Je ne le pense pas.

Il n'est pas inutile de revenir sur le déroulé des solutions proposées avant d'en voir le contenu.

### ***2.1. Le déroulé des solutions envisagées***

Le premier temps est celui de la "découverte" des déficits et de l'endettement.

Le nouveau Premier ministre "découvre" donc, suite à son élection, que les déficits et l'endettement sont plus élevés que ce qui était admis jusqu'alors...

Au doublement des déficits et de l'endettement, répond alors le doublement de la pression que vont exercer les marchés...

Puis, il est annoncé que la Grèce va être mise "sous tutelle", ses comptes contrôlés (ne l'avaient-ils pas été auparavant ?).

Les mesures annoncées par le gouvernement grec sont considérées comme insuffisantes.

La Grèce est sommée d'annoncer des mesures supplémentaires.

En contrepartie d'une aide aux contours imprécis, aide ultérieure, "en cas de nécessité".

Curieusement, on observera que des aides possibles pour des États ne faisant pas partie de la zone Euro sont impossibles pour des États en faisant partie (!). Nous pensons ici au "Fonds européen d'aide à la balance des paiements". Ce fonds qui existe, est doté de 50 milliards d'Euros. Le mécanisme permet à la Commission européenne d'emprunter sur les marchés, après autorisation du Conseil des ministres, et avec la garantie des États.

### ***2.2. Le contenu du plan annoncé par les autorités grecques***

Élu sur un programme de relance, le gouvernement a présenté un plan dont les grandes lignes sont les suivantes :

Côté dépenses :

- Réduction des emplois publics à travers le gel des recrutements en 2010 et une règle de 1 remplacement pour 5 départs à la retraite à partir de 2011

- Une réduction d'un tiers des contrats à court terme et une baisse significative des heures supplémentaires et de leur rémunération
- Une baisse de 10% des salaires des fonctionnaires
- Une réduction de 10% des frais de fonctionnement des ministères
- Une réduction des versements aux caisses de retraite et aux hôpitaux.

Côté recettes : augmentation de divers impôts :

- sur l'énergie, le tabac, l'alcool, les téléphones portables
- de la TVA (de 19 à 21%)
- de l'impôt sur le revenu

et assujettissement à l'impôt de certaines catégories sociales jusque là épargnées ou très faiblement imposées comme les taxis, les tenanciers de kiosques (dont on soulignera l'importance pour le lien social).

### **2.3. *L'échec probable du plan***

Ce plan a toutes les chances d'échouer et la situation de s'aggraver en raison de quatre facteurs au moins :

- Le risque de récession (qui pourrait contracter les recettes)
- Le maintien de l'évaporation fiscale et une fuite possible de capitaux si devaient être taxés les revenus des patrimoines les plus importants
- Le fait que semblent avoir été gagées des recettes futures comme les taxes aéroportuaires, les péages
- Une nouvelle possible dégradation de la note de la Grèce, dès lors que le rétablissement des finances publiques serait plus lent qu'espéré (probable si récession) et que le soutien de l'opinion publique serait fragilisé, là aussi une hypothèse fortement envisageable, rappelant la toute puissance des agences de notation, véritables "maîtres du monde" (privés et sans contrôle).

### **2.4. *Les véritables enjeux et risques du plan annoncé pour la Grèce***

Au final, derrière ce plan, ce qui est en jeu est bien résumé dans ces termes par un grand quotidien français<sup>3</sup> : "De gauche comme de droite, les analystes s'accordent aujourd'hui sur la nécessité d'une cure de libéralisme". Cette cure s'appuierait sur une réforme en profondeur de "l'effroyable bazar" que serait l'État grec et, surtout, sur la libéralisation de la "longue liste" des secteurs d'activité où la concurrence est extrêmement encadrée.

Il y a ainsi fort à parier que la privatisation des services et biens publics (dont la désorganisation et le manque de moyens auront été le préalable) va se généraliser, que le marché du travail sera dérégulé.

Le recul de la dépense publique va ouvrir des espaces plus importants aux marchés dans des domaines qui sont ceux des besoins collectifs (santé, éducation, transports, etc.).

La dérégulation du marché du travail sera synonyme de mise en concurrence accrue de ceux qui travaillent ou sont à la recherche d'emploi.

Dans un pays où :

- la part de (ce que l'on appelle pudiquement) "l'économie informelle" est significative (40% de l'économie grecque échappe à tout contrôle, à toute imposition)
- la proportion des travailleurs ayant deux ou plusieurs emplois est déjà élevée

<sup>3</sup> Les Échos, "Résignée, la Grèce attend le choc des réformes", 16 mars 2010

- les jeunes retraités ou ceux que l'on a mis à la retraite anticipée sont nombreux
- la présence de travailleurs immigrés est forte...

Il est à craindre que cette concurrence généralisée sur un marché du travail en contraction ne soit fortement destructrice du lien social dont nous avons parlé tout à l'heure.

### **2.5. La Grèce instrumentalisée ?**

La question que l'on peut se poser, au delà de la situation de la Grèce et des risques liés au plan annoncé (risque qu'il échoue et aggrave la récession, risques plus graves encore sur la qualité du lien social qu'il peut contribuer à affaiblir), est celle d'une possible instrumentation de la Grèce.

Pour le dire autrement, la Grèce ne sert-elle pas de laboratoire pour tester un renforcement paradoxal du rôle des marchés et de la finance ?

La cure libérale à laquelle le pays semble devoir être soumis avec la baisse des dépenses publics et la privatisation de fait de certaines activités, la réforme sans doute profonde du régime des retraites, la dérégulation du marché du travail sont autant d'orientations qui risquent de ne pas se limiter à la Grèce.

De même, si les Grecs ont pu ressentir comme une humiliation d'être montrés du doigt par certains dirigeants politiques européens, c'est la première fois que dans la zone Euro un pays se sera vu imposer des mesures de l'extérieur avec une telle violence. La "mise sous tutelle" de la Grèce est synonyme de perte de souveraineté.

Ces orientations sont tout de même étranges en ce qu'elles font peser sur la population le poids d'une crise dont on peut penser qu'elle trouve, en partie, ses racines, dans les très fortes inégalités de revenus et les privilèges dont bénéficie au niveau mondial une finance volatile et libéralisée.

Le mythe d'une Grèce vivant au dessus de ses moyens, lui, ne résiste pas à l'analyse quand on sait que :

- le salaire grec moyen ne représente que 73% du salaire moyen au sein de l'UE
- le salaire minimum est inférieur de moitié
- la retraite moyenne ne dépasse que de peu la moitié de l'étiage communautaire...

ce alors que les prix en Grèce, en revanche, avec le passage à l'Euro, se sont alignés sur les standards européens.

## **3. Quelles réponses envisager ?**

Si la Grèce est un bouc émissaire commode et si une action décisive doit être engagée pour combattre la dictature des marchés financiers et les normes qu'ils prétendent imposer, il n'en demeure pas moins que des réponses doivent être élaborées par les Grecs eux-mêmes pour donner un sens à leur Histoire et répondre à leurs problèmes spécifiques.

La question dépasse de très loin celle des déficits publics. Elle dépasse même la question des relations de la Grèce avec ses voisins européens.

Elle est celle du vivre ensemble, celle du lien social, de la chose publique et de la démocratie dans un pays qui l'a inventée.

Ce dont la Grèce a besoin, c'est à la fois :

- d'un projet de développement basé sur la dynamisation de ses activités productives : la Grèce est trop dépendante du tourisme, des activités maritimes pas toujours respectueuses des hommes et de la Nature, voire parfois criminelles. La Grèce est trop dépendante aussi de ses importations. Ses activités productives ont été négligées
- d'un engagement dans l'économie de la connaissance : l'éducation, la formation, l'innovation (plutôt que la baisse des coûts) doivent être élevées au rang de priorité nationale. Des moyens publics conséquents et en augmentation doivent y être consacrés
- de davantage de démocratie : des citoyens mieux formés participent mieux à la vie de la Cité et prennent soin de la chose publique, aujourd'hui négligée. Au lieu de considérer l'impôt comme un prélèvement inutile, celui-ci doit être réhabilité et doit contribuer tout à la fois à assurer de meilleurs services collectifs et davantage d'équité.

#### **4. Conclusion**

Comme en 1821, les Grecs doivent inventer ou réinventer leur lien social. Tout ce qui les divise et est susceptible de les opposer entre eux doit être considéré comme toxique (on pense ici, en particulier, à la dérégulation du marché du travail).

Comme en 1821, les Grecs doivent contester le droit d'intervention que se sont arrogés les puissances normalisatrices d'aujourd'hui : le FMI, la Commission européenne mais surtout les marchés financiers. C'est au peuple et au gouvernement grecs qu'il revient de définir ce qui est bon pour le pays, non aux agences de notation et autres banquier conseil.

Mais pour cela, il faut un projet et une démocratie retrouvée.

<http://www.france.attac.org/spip.php?article11018>